

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Bureau du Conseil d'administration

Séance du 18 janvier 2023

Extrait des délibérations

Le 18 janvier 2023, le Bureau du Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président, Monsieur Stéphane VILLAIN et sous sa présidence.

Date de la convocation : le 11 janvier 2023.

Etaient présents Madame, Messieurs : Bernard BESSON, Jean-Claude GRENON, Ghislaine GUILLEN.

Etait excusé Monsieur : Christophe CABRI.

Nombre de conseillers en	exercice :	5
	quorum :	3
	présents :	4

N°151-2023

AMENAGEMENT DE CAMIONS CITERNES FEUX DE FORET DE CLASSE M (CCFM)

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

AMENAGEMENT DE CAMIONS CITERNES FEUX DE FORET DE CLASSE M (CCFM)

Le SDIS 17, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes interdépartemental des services d'incendie et de secours du Centre-Ouest-Atlantique a lancé une consultation en vue de la passation d'un accord-cadre relatif à l'aménagement de camions feux de forêt de classe M (CCFM) sur châssis existants neufs fournis par la personne publique. Les membres participant à l'acte d'achat sont les SDIS 16, 17, 24, 79 et 87. A titre indicatif, la coordination administrative est assurée par le SDIS 17, et le coordonnateur technique est le SDIS 79.

La consultation ne faisait pas l'objet d'une décomposition en lots du fait de l'indissociabilité des caractéristiques techniques du besoin.

Les prestations donnent lieu à un marché unique. Elles font l'objet d'un accord-cadre, fractionné à bons de commande sans minimum et avec maximum conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1°, R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il sera conclu avec un seul opérateur économique.

A titre indicatif, le montant estimé des besoins de l'acheteur, déterminé par le service prescripteur, s'élève à la somme HT de 1 716 660,00 pour chacune des périodes du contrat. Chaque période correspondant à un an calendaire.

La mise en concurrence s'est effectuée suivant les modalités d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R. 2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

La proposition de variante libre n'était pas autorisée. Il n'était pas prévu de variantes imposées. Le dossier de consultation ne prévoyait pas non plus de prestation supplémentaire équivalente.

Toutefois, le règlement de consultation prévoyait des prestations facultatives. Sont considérées comme facultatives, des prestations ou fournitures qui sont demandées par l'acheteur mais dont la valorisation (ou l'abondement) n'est pas imposée (une absence de réponse concernant celles-ci ne rendait pas irrégulière la proposition du soumissionnaire).

Elles sont à distinguer de la notion de variante. A contrario, en cas de réponse favorable à la demande de la personne publique, ces prestations seront incluses au marché et donneront lieu à des commandes.

Les modalités de publicité étaient adaptées au montant estimé du besoin et à la nature du contrat de la commande publique, en application de l'article R.2131-16 du code de la commande publique.

L'avis d'appel public à la concurrence a fait l'objet d'une publication dans les conditions suivantes

<i>Support</i>	<i>Date d'envoi à la publication</i>	<i>Date de parution</i>	<i>Observation(s)</i>
JOUE	26/10/2022	31/10/2022	Annonce : 2022/S210-600602
BOAMP (support papier et plateforme Web)	26/10/2022	28/10/2022	Identifiant : <u>22-143939</u> Annonce : 2022_301
http://www.marches-securises.fr (profil acheteur du SDIS17)	26/10/2022	28/10/2022	

Le dossier de consultation (DCE) a été mis gracieusement à la disposition des entreprises qui devaient remettre leur offre par voie dématérialisée via le profil acheteur.

La date limite de réception des plis était fixée au 6 décembre 2022 (12h00), délai de rigueur.

A l'issue de la période de consultation :

- 12 dossiers de consultation avaient été retirés ;
- 1 seul dépôt a été effectué.

Celui-ci est :

Num registre	Date de réception du pli	Mode de réception du pli	Nom du déposant	Observation(s)
01	05/12/2022 22h43	Dépôt dématérialisé.	ELITT	

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère Sous-critère(s)	Valeur de notation
Valeur technique de l'offre : <i>modalités de gestion et de prise en compte de la commande ainsi que de restitution de l'intervention de l'opérateur économique (modalités de réception et de traitement du bon de commande, modalités de prise en compte des éventuelles demande annexes, délai de traitement de la commande ou de la demande, modalités de prise de rendez-vous, d'établissement de la planification de l'intervention, etc.) ;</i>	50,00 / 100,00 10,00 / 50,00
<i>valeur qualitative de la fourniture ; performance de la pompe hydraulique établie pour un débit nominal de 1 000 l/min ; capacité utile de la citerne en litres ;</i>	20,00 / 50,00 15,00 / 50,00 5,00 / 45,00
Prix :	35,00 / 100,00
Sécurité : <i>capacité d'autoprotection de la citerne en litre ; nombre de buses d'autoprotection et disposition ;</i>	5,00 / 100,00 3,00 / 5,00 2,00 / 5,00
SAV :	4,00 / 100,00
Garanties commerciales et contractuelles : <i>garantie relative à l'anticorrosion et l'étanchéité des cuves utiles et d'autoprotection ; garantie relative l'ensemble des transformations et aménagements effectués sur le véhicule ou châssis ; garantie relative aux autres éléments.</i>	6,00 / 100,00 2,00 / 6,00 2,00 / 6,00 2,00 / 6,00

La commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 18 janvier 2023 a émis un avis sur l'admission des candidats, le jugement des propositions et la désignation des titulaires ou la déclaration sans suite. Elle a déclaré le lot sans suite pour infructuosité (absence d'offre régulière, acceptable et appropriée remise dans les délais) et émis un avis favorable à ce qu'il soit procédé à une nouvelle mise en concurrence suivant les modalités de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Après en avoir délibéré, le Bureau du Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'approuver la procédure de mise en concurrence, l'admission du candidat, le classement et le jugement de l'unique proposition remise dans les délais ;
- d'admettre la décision de la commission d'appel d'offres ;
- le cas échéant, d'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer le marché de fournitures qui en découle et tous documents s'y rattachant ;
- le cas échéant et en cas de déclaration de sans suite, de procéder :
 - soit à une nouvelle mise en concurrence suivant les modalités de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique ;
 - soit à la passation d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable sur le fondement 1° de l'article R.2122-2 pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration

Certifié, publié et exécuté par le Président du Conseil d'administration

le 19 JAN. 2023

et par délégation,
Le Directeur départemental adjoint

Stéphane VILLAIN

B18012023 DEL 151

Colonel Éric JOUANNE